EXTRAIT DU REGISTRE
des
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 16 OCTOBRE 2018

L'an deux mille dix-huit, le seize du mois d'octobre

Les membres du Conseil municipal de DISTRÉ se sont réunis en session ordinaire dans la salle du Conseil municipal, après convocation légale adressée le 8 octobre 2018.

La séance est ouverte à vingt heures trente cinq minutes sous la présidence de Monsieur TOURON, Maire qui a constaté que la condition de quorum posée à l'article L. 2121-17 du CGCT était remplie.

Étaient présents : Mme LAMANDÉ, Mr VIGNERON, Mr RABILLER, Mme CHAMBRY, Mme RAVARD, Mr CAILLAUD, Mme PRIEUR, Mr MABILEAU, Mme ANGLARET, Mr GRIVAULT, Mme THIBEAUD, Mme RABINEAU, Mr DOUET, Mme DESNOYERS.

Madame COCHARD donne pouvoir à Madame LAMANDÉ.

Monsieur NEVERS donne pouvoir à Madame RABINEAU.

Monsieur LAIRE donne pouvoir à Monsieur GRIVAULT.

Il a été procédé, conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame THIBEAUD a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

FINANCEMENT SOUS LA BOSSE

Monsieur le Maire rappelle la dernière réunion de travail durant laquelle il avait été évoqué les nouvelles règles comptables concernant les budgets annexes.

Dans le cadre du budget annexe du lotissement de SOUS LA BOSSE, il est proposé de remplacer la ligne de trésorerie par un prêt avec différé d'amortissement.

Après consultation de plusieurs établissements bancaires, il est proposé de retenir la proposition du Crédit Agricole Anjou Maine aux charges et conditions suivantes :

Montant : 600 000 € ;

Durée : 48 mois avec différé d'amortissement de 48 mois ;

Taux : taux révisable indexé sur l'EURIBOR 3 mois Instantané Valeur J-2 de la date de réalisation, soit au 25/09/2018 : - 0.319% ;

Frais de dossier : 150 € ;

Remboursement total ou partiel sans indemnités.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, à l'unanimité, de valider cette proposition et autorise le Maire à signer les offres de prêt.

DEPANNAGE ECLAIRAGE PUBLIC

Monsieur le Maire rappelle les conditions de mise en place des fonds de concours au profit du SIEMML pour les opérations suivantes :

n° opération	Collectivité	Montant des travaux TTC	Taux du Fdc demandé	Montant Fdc demandé	Date dépannage
EP123-17-75	Distré	287,47 €	75%	215,60 €	17 10 2017
EP123-17-80	Distré	387,76 €	75%	290,82 €	22 12 2017
EP123-17-83	Distré	153,41 €	75%	115,06 €	08 01 2018
EP123-18-85	Distré	184,03 €	75%	138,02 €	14 03 2018

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal de DISTRE décide, à l'unanimité, de verser un fonds de concours de 75 % au profit du SIEMML pour les opérations suivantes :

➤ Dépannages du réseau de l'éclairage public réalisés entre le 1er septembre 2017 et le 31 août 2018 ;

➤ Montant de la dépense 1 012,67 euros TTC

➤ Taux du fonds de concours 75%

➤ Montant du fonds de concours à verser au SIEMML **759,50 euros TTC.**

Le versement sera effectué en UNE SEULE FOIS, sur présentation du certificat d'achèvement des travaux présenté par le SIEMML et après réception de l'avis des sommes à payer du Trésorier Principal d'Angers Municipal.

D.M. N° 4

Monsieur RABILLER, Adjoint, informe, qu'afin de pouvoir mandater les factures concernant la modification du PLU dans le cadre de la ZAC de Sous la Bosse, il y a lieu de modifier le Budget Primitif 2018 de la manière suivante :

- article 615221 Dépenses → - 4 950.00 €
- article 023 → 4 950.00 €
- article 021 → 4 950.00 €
- article 202 Dépenses → + 4 950.00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, à l'unanimité, d'approuver ces modifications.

DSIL MAISON BODET

Dans le cadre du projet d'espace de convivialité et plus particulièrement sur la partie ancienne, Monsieur le Maire propose de solliciter une subvention :

- au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL), pour la rénovation thermique (menuiserie, isolation et chauffage). Le montant des travaux est estimé à 50 000 € HT ;
- au titre du Fonds d'intervention pour les économies d'énergies auprès du SIEMML, sur les mêmes bases de travaux ;
- au titre du Contrat Territoires-Région, auprès de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire pour la rénovation complète du bâtiment sur une base de budget de 100 000 € HT.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, à l'unanimité, d'autoriser le Maire à solliciter des subventions aussi élevées que possible.

TAXE SUR LES PYLONES

Compte tenu de la non-inscription dans le projet de loi de finances 2019 de la suppression de la taxe sur les pylônes au profit des communes, Monsieur le Maire propose de retirer la délibération de l'ordre du jour.

AIRE DE JEUX

Suite à des demandes d'utilisateurs, Madame LAMANDÉ, Adjointe, présente un état des lieux des 2 aires de jeux destinées aux jeunes enfants et installées pour l'une, sur le stade de l'Echallier et pour l'autre, Voie Romaine à Pocé.

Ces aires ont été aménagées en 2009, malheureusement, au fil du temps certains jeux ont dû être réparés ou retirés car rendus dangereux ou inutilisables par différents actes de vandalisme.

Il est malheureusement déplorable que certains adolescents voire même des adultes ne respectent pas l'âge préconisé pour les jeux en se balançant dessus occasionnant des dégradations... sans parler des graffitis...

Madame LAMANDÉ demande aux Conseillers municipaux de donner leur avis sur l'évolution de ces aires :

- Les démonter ?
- Ne mettre que des jeux tracés au sol ?
- Mener une opération entretien de grande envergure mais coûteuse ?
- Racheter des jeux et des structures pour remettre à neuf ces aires en espérant qu'aucun acte de vandalisme ne viendra priver les plus jeunes de ces nouveaux jeux ?

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, à l'unanimité, de :

- Racheter une grosse structure, un tourniquet et des jeux à ressort pour chaque aire.
- Acheter des agrès de fitness à installer à côté de l'aire de jeux de Pocé.
- Charger Monsieur le Maire d'obtenir la meilleure offre entre autre lors du salon des maires et de la faire valider lors du prochain Conseil municipal.

PLAN MERCREDI

Madame LAMANDÉ, Adjointe, présente le Plan Mercredi mis en place par le gouvernement à compter de la rentrée 2018.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, à l'unanimité, de ne pas rédiger de PEDT considérant les contraintes liées à sa mise en place.

TERRES AGRICOLES

Monsieur le Maire rappelle que volontairement, il avait souhaité ne pas avoir délégation pour la location des terres agricoles de la Commune et qu'une commission ad-hoc avait été créée et informe que quel que soit le mode d'attribution retenu, il est toujours contesté.

Monsieur le Maire propose donc, de revoir les conditions d'attribution et propose :

- de laisser les chefs d'exploitation, en activité, dont le siège d'exploitation principal est sur la commune, émettre entre eux un avis consultatif ;

- il appartiendra ensuite au Conseil municipal de valider ou non cette proposition, par délibération.

En tenant compte des perspectives de pertes de terrains dues aux projets communaux ou intercommunaux.

Les élus ayant un lien direct ou indirect avec les postulants devront quitter la salle lors du débat.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, à l'unanimité, de valider cette proposition.

ESPACE CONVIVIALITÉ

Dans le cadre du projet d'espace de convivialité, Monsieur le Maire propose de retenir :

- l'EIRL RONDEAU de Distré, pour la constitution du permis de construire, au prix de 2 745 € HT ;

- le Cabinet d'Architecture BROCHARD de TOURS, pour une mission de contrôle et validation du projet, au prix de 1 900 € HT.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, à l'unanimité, de valider ces propositions et autorise le Maire ou l'un de ses adjoints, à signer l'ensemble des documents nécessaires au dépôt du permis de construire.

PROCEDURE

Monsieur le Maire rappelle que Monsieur CHARBONNEAU, propriétaire d'une partie des terrains nécessaires à la réalisation du lotissement du Clos Pointu, avait par une requête et un mémoire enregistrés les 17 mai et 15 décembre 2016, saisi le Tribunal administratif pour demander l'annulation de la délibération du 29 mars 2011 et par là-même, condamner la Commune de Distré à lui verser des indemnités.

Par délibération en date du 22 juin 2017, le Tribunal Administratif rejetait les demandes de Monsieur CHARBONNEAU.

Lors de cette procédure, la défense de la Commune avait été assurée par le Maire.

Ce jour, 16 octobre 2018, une convocation a été notifiée à la Commune pour comparaître devant le Tribunal de Grande Instance de Saumur, à la demande de Monsieur CHARBONNEAU.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, à l'unanimité, d'autoriser le Maire à recourir à un avocat pour défendre les intérêts de la Commune de Distré.

Infos :

- Réunion de la commission « animation » le 30 octobre à 18h.
- Réunion de la commission « cadre de vie » le 6 novembre à 18h.
- Spectacle du conseil municipal « enfants » le samedi 17 novembre au soir.
- Belothon le 24 novembre à 20h.
- Repas des Anciens le dimanche 18 novembre à midi.

Pour copie conforme au registre,

Le 18 octobre 2018

Le Maire,

Eric TOURON